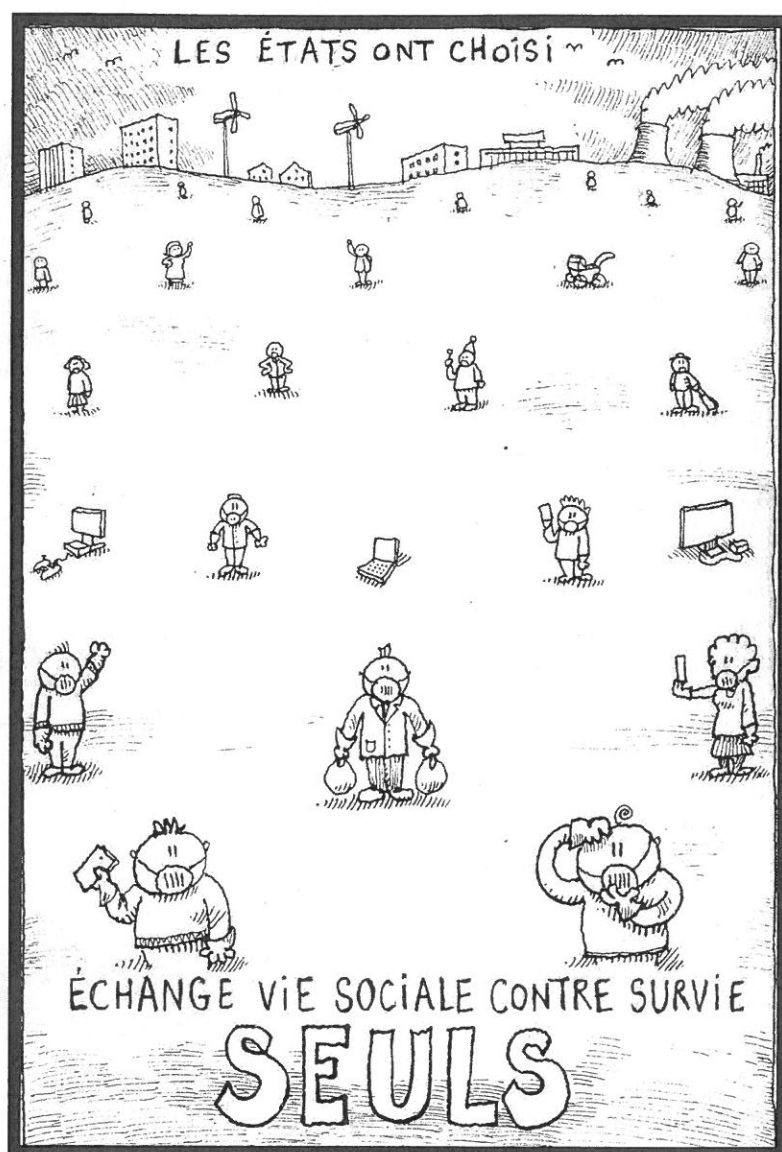


# CREUSE-CITRON

Journal de la Creuse confinée et néanmoins libertaire - n° 64 - avril 2020

16<sup>e</sup> année

Prix libre



**Octobre 2020**

**Communiqué du Ministère de la Santé et des Solidarités  
pour la prévention des maladies contagieuses**

**La vie c'est comme la carte bleue : sans contact, c'est tellement mieux !  
Télé-travail, médecine à distance, achats en ligne, école numérique :  
pour votre santé et celle de vos proches, adoptez les bons réflexes...**

**N.B : Les personnes n'ayant pas téléchargé l'application « Je suis vacciné / Je peux circuler »  
avant le 5 novembre seront passibles d'une amende de 135 euros**

## Litanies défaitistes

QUAND ON NOUS DIT « distanciation sociale » au lieu de nous dire « distanciation physique », n'est-on pas en train de nous suggérer que moins on a de rapports directs avec nos semblables mieux on se porte et se portera demain ?

Aujourd'hui, combien de morts en Syrie ou au Yemen, avec ou sans distanciation ?

Quand on nous propose mille façons de nous occuper toute la journée pendant le confinement, yoga, vélo d'appartement, grand ménage de printemps ou autres activités dématérialisées, ne s'agit-il pas de nous éloigner de la tentation de penser par nous-mêmes ?

Aujourd'hui, combien de femmes battues par leur conjoint confiné ?

Quand dans les prisons aucune activité n'est proposée pour occuper le temps, pas de problème les barreaux sont là pour limiter les effets libérateurs de la pensée.

Aujourd'hui, privés de parler, combien de taulards vont devenir dingues ?

Tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil, tout le monde s'aime et s'entraide. Le bébé fait « gazou gazou » à grand-maman via une appli conviviale et immersive. Tout un chacun se filme et s'affiche. Tout le monde regarde dans le même trou de serrure numérique : dématérialisation, distanciation, exhibitionnisme et voyeurisme.

Demain, combien de gens oseront-ils encore se toucher ?

Quand, au nom des experts, les masques et les tests sont dits inutiles ici mais utiles ailleurs, quand les décomptes macabres sont affirmés et remis en cause, quand il faut de la « distanciation sociale » mais qu'il faut continuer à aller à l'usine, toutes ces informations et injonctions contradictoires n'ont-elles pas pour effet de déstabiliser et d'insécuriser la population, ne peut-on y voir une forme de gouvernement ? Les foules indécises ne sont-elles pas plus faciles à manipuler ?

Demain, combien de gens oseront-ils affirmer une opinion ?

Quand on nous exhorte à l'union sacrée pour lutter, tous ensemble, tous ensemble, contre ce satané virus et que les patrons peuvent imposer 60h de travail hebdomadaire à leurs salariés, obligés d'aller travailler sans protection, ça rappelle une autre union sacrée vers 1914. Les condamnés sont rarement ceux qui donnent les ordres.

Aujourd'hui, combien de salariés montent au front la peur au ventre ?

Quand Pinocchio nous rabâche à longueur de discours que c'est la guerre, il se donne les pleins pouvoirs au nom de l'urgence de la lutte. Quand les militaires arpentent les rues, mitrailleuse en main, que la répression est préférée à la persuasion, que la population est infantilisée et ne doit qu'obéir aux ordres, même les plus absurdes.

Demain, combien de mesures de l'état d'urgence sanitaire seront-elles transposées dans le droit commun ?

Lueur d'espoir dans ce grand cirque, les temples, églises, mosquées et synagogues ont baissé le rideau. Certains pratiquant des simagrées cul-bénites vont peut-être prendre du recul avec ces superstitions en ne pouvant que mater ces spectacles débilissants sur leur petit écran.

Demain, peut-être, certains croyants vont-ils devenir apôtats ?

Quand notre pays devient une « nation apprenante » et que toutes les frontières se ferment, comme si le virus, à l'image du nuage de Tchernobyl, avait besoin d'un visa pour circuler, quelle critique de la mondialisation néo-libérale va sortir de cette exacerbation des nationalismes ?

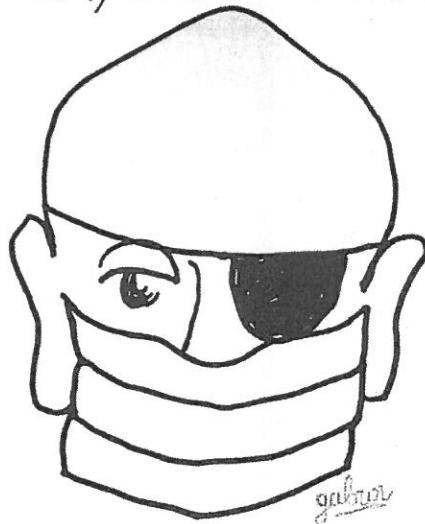
Aujourd'hui, combien d'exilés vont subir la double peine d'être indésirables et suspectés d'importer le virus ?

Quand on admet le principe de mesures sanitaires exceptionnelles, on n'admet pas forcément toutes ses modalités concrètes comme, par exemple, la fermeture, en ville, des parcs et jardins. Il n'est à aucun moment acceptable que les individus « suspects d'être porteurs du virus » soient géolocalisés et donc traqués par la police.

Demain, encore plus qu'aujourd'hui, je continuerai à fustiger les frontières et leurs armées, les prisons et leurs matons, l'État et ses pantins démocratiques, ses capitalistes, ses curés et ses experts et même en état de crise sanitaire, je ne trouverai jamais raisonnable de me soumettre à une dictature quelconque.

PATRICK FAURE

LÂ, CA SUFFIT!



ON EST PAS LA  
POUR SE FAIRE  
INTUBER!

# Réflexions sur une épidémie

NOUS VOICI DONC AU CŒUR d'une crise sanitaire mondiale.

Bien que nous baignions depuis si longtemps dans une ambiance diffuse de menaces multiples, de catastrophes annoncées, malgré que nous ayons de longue date essayé de porter une critique et des perspectives politiques à la hauteur de ce contexte de « crise écologique », nous n'en sommes pas moins assez désarmé quand une crise arrive.

Ce n'est pas la même chose quand on l'imagine, ou quand c'est là autour de nous. Et effectivement, jusqu'il y a peu, les menaces de pandémies n'occupaient pas une place privilégiée dans nos préoccupations, dans nos scénarios.

Quoi qu'il en soit, il semble très important, pour penser la situation, d'éclairer en quoi cette pandémie est aussi inséparablement une crise sociale et une crise écologique, au même titre que le bouleversement climatique, la destruction des milieux et des espèces animales, les pollutions chimiques et nucléaires croissantes, etc. La pandémie du Covid-19 est en lien et prend sa place parmi toutes ces crises interdépendantes ; et comme toutes ces crises, elle est dans une très large part un produit de notre organisation sociale.

Un article paru dans *Le Monde diplomatique* de mars 2020 donne des arguments en faveur de cette thèse (*Contre les pandémies, l'écologie*, par Sonia Shah). L'auteur explique que la destruction accélérée ces dernières décennies des forêts tropicales, avec la diminution massive du nombre d'animaux sauvages qui y habitent, a favorisé le déplacement des populations de virus qui y vivaient vers d'autres milieux et d'autres espèces-hôtes, dont l'espèce humaine et les animaux d'élevage. La transformation de ces milieux sauvages en territoires exploités et fréquentés par les hommes ou leur bétail a ainsi favorisé de nombreux « passage de la barrière d'espèce » par des virus. Ce phénomène expliquerait largement la multiplication des pandémies ces dernières décennies.

À cette cause première s'ajoutent évidemment la multiplication des transports internationaux de personnes et de marchandises, favorisant la diffusion rapide des épidémies ; mais aussi le développement des mégapoles où doivent s'entas-

ser des dizaines de millions de personnes dans des conditions plus ou moins pathogènes ; ou encore les pollutions multiples réduisant les défenses immunitaires permettant de résister à un virus.

On sait également qu'être affecté par une « maladie de société » (cancers, maladies cardio-vasculaires, diabète, hypertension) augmente considérablement les risques de mourir du Covid-19.



Enfin la liquidation des services publics, et en particulier la dégradation des systèmes de santé, induites par les politiques néolibérales (dans les pays riches où ces systèmes de santé existent) joue aussi un rôle décisif dans la mortalité de la maladie. On sait par exemple qu'il y a un lien direct entre le nombre de lits disponibles en réanimation dans un pays et le nombre de morts que va y faire l'épidémie. C'est l'aspect le plus visible et le plus commenté dans les médias du lien entre l'épidémie et l'état de notre société ; cet aspect est évidemment réel mais ne doit pas faire oublier les liens plus profonds évoqués ci-dessus : il s'agit dans un cas du *traitement* de la crise, et dans l'autre de ces causes et de sa *prévention*.

Il faut donc, comme le fait le texte du collectif anti-industriel Pièces et Main d'œuvre, *Leur virus, nos morts* (publié sur leur site le 22 mars, et disponible sur demande au journal), faire un lien entre cette crise sanitaire et les transformations de la société où elle se déploie. Et l'on

est en droit de reconnaître et de désigner les premiers responsables à l'origine de cette crise : les bureaucraties étatiques et marchandes qui poursuivent délibérément le saccage de la nature et la destruction des liens entre les sociétés humaines et les milieux naturels.

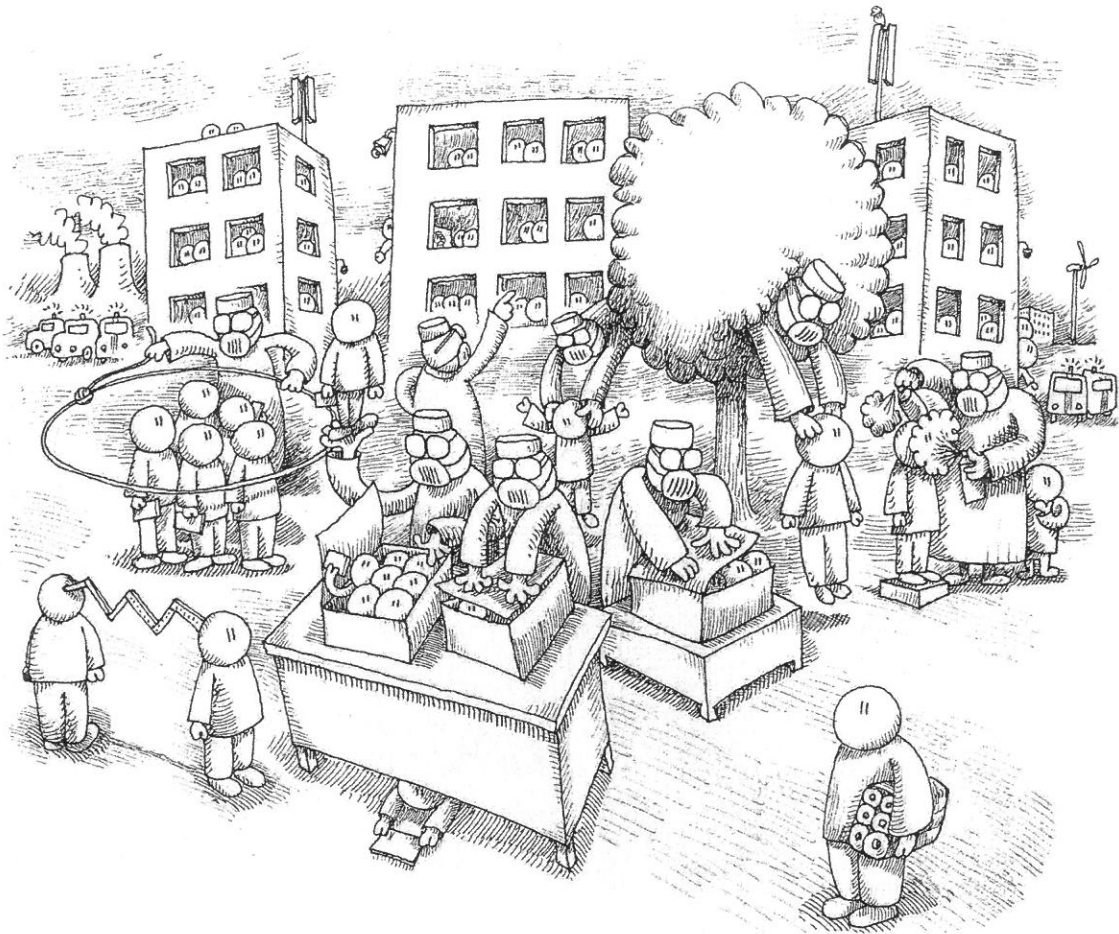
Évidemment, dire cela ce n'est pas nier que les épidémies sont aussi des phénomènes naturels : la maladie et la mort n'ont certes pas été inventées par la société industrielle, elles font partie de notre condition humaine et ne disparaîtront jamais. Cependant, de la grande peste de 1350 en pleine guerre de Cent ans, à la grippe espagnole au sortir de la première guerre mondiale, il n'est pas présomptueux de faire des liens entre l'histoire des sociétés et la gravité des épidémies qui les affectent.

Comme tout ce qui concerne l'espèce humaine, les maladies en général sont à la fois des phénomènes naturels et des phénomènes sociaux. L'article du *Monde diplomatique* précédemment cité rappelle ainsi que l'apparition du virus du choléra a vraisemblablement pour origine la mise en culture, par le colonialisme britannique, de l'immense zone humide du Sundarbans au Bengale. Et que nombre de maladies humaines (comme la grippe, la coqueluche, la rougeole, ou la tuberculose) sont apparues à la faveur de « passages de la barrière d'espèce » pendant la longue période de défrichage et de domestication du néolithique.

On voit ici, une fois de plus, que si les productions de notre époque sont catastrophiques, ce n'est pas nécessairement parce que des choses absolument nouvelles adviennent, mais aussi parce qu'elles adviennent à une échelle et à un rythme qui sont eux tout-à-fait inédits.

\*

Dans le *Creuse-Citron* de cet automne (n° 62), avait été publié un tract distribué lors de la manif pour le climat de septembre à Limoges. Son titre, « *Les gouvernements font partie du problème écologique, pas de la solution* » résumait bien le propos : tout ceux qui prennent aujourd'hui conscience de la gravité des crises écologiques actuelles ne doivent compter que sur eux-même pour combattre ou limiter ces crises.



Les gouvernements, les États, les grandes entreprises et leurs scientifiques sont les premiers responsables de ces crises. Leurs annonces de réformes sont des mots en l'air et des rideaux de fumée pour masquer leur refus ou leur incapacité de prendre les problèmes à la racine (la production industrielle en expansion constante induite par le capitalisme et sa croissance obligatoire). Le développement de solutions technologiques à ces problèmes, qu'organisent les États, est d'abord là pour poursuivre la croissance et donc, en fait, aggrave les crises.

Ce raisonnement s'applique parfaitement à un aspect central de la crise socio-écologique actuelle, auquel prétend répondre le discours officiel sur la transition énergétique. Pour combattre aujourd'hui la folie nucléaire, ou le développement de ces nouveaux saccages que sont l'éolien industriel et l'exploitation énergétique de la « biomasse » (c'est à dire les forêts rasées), ou encore la tartufferie des agrocarburants, il est évidemment essentiel de montrer à quoi servent ces choses : un nuage de fumée pour masquer l'incapacité du système à réduire sa dépendance aux énergies fossiles, et à de nouveaux « gisements de croissance ».

Ce raisonnement s'applique aussi bien aux niaiseries officielles sur l'agriculture raisonnée ou le développement de la Bio. Nous savons en effet que la consommation de pesticides (et donc la pollution, la disparition des insectes et animaux, etc.) continue à augmenter régulièrement chaque année dans notre pays comme en Europe.

Mais il est plus difficile d'appliquer le même raisonnement à une situation comme celle que nous vivons aujourd'hui : nous sommes face à une crise aiguë, et face à elle nous sommes en tant qu'individus ou « petites communautés de vie ou d'idées », parfaitement démunis et désarmés.

Le confinement forcé et les autres mesures sanitaires des différents États sont probablement d'une efficacité discutable face à l'épidémie : tout le monde constate leurs incohérences et leurs contradictions – entre la protection des populations et la protection de l'économie et des personnels au pouvoir.

Ces mesures manifestent, comme à l'ordinaire, la bêtise satisfaite et l'imprévoyance des gouvernants, leur inconséquence totale pour tout ce qui ne concerne pas leurs intérêts et bénéfices personnels (voir en France l'in vraisemblable feuilleton des masques de protection).

Ces mesures sont à l'image de notre société : inégalitaires et injustes, autoritaires et infantilisantes, et souvent arbitraires voire irrationnelles.

Elles sont une opportunité rêvée pour les gouvernants d'accélérer les transformations de la société auxquelles ils aspirent (numérisation, état d'urgence permanent) qui, toutes, vont dans le sens d'une perte toujours aggravée de liberté.

Mais il n'y a à peu près personne pour remettre en cause le principe de ces mesures ; tout simplement parce que personne n'a rien de mieux à proposer pour faire face à cette crise, étant donné la situation dans laquelle se trouve notre société.

Aussi mauvaises et horribles que soient ces mesures de confinement autoritaire, elles ont probablement une certaine efficacité ; et si les États ne les avaient pas prises, la situation – en tout cas la propagation de l'épidémie – aurait sans doute été aggravée.

Le texte publié dans le *Creuse-Citron* n° 62 devrait donc, pour correspondre à notre situation actuelle, être modifié comme suit : « Les gouvernements font partie du problème sanitaire et écologique en cours, mais si ils ne font pas partie de la solution, ils sont quand même



les seuls à disposer d'un remède d'urgence, qui permettra au moins de limiter la casse... en attendant la prochaine fois.»

Les gouvernements sont effectivement des *pyromanes-pompier*s, mais dans la situation d'urgence dans laquelle nous nous trouvons, avec la dépendance dans laquelle nous sommes tombés depuis si longtemps, il n'y a pas d'autre choix que de s'en remettre à ces pompiers-là, car ce sont les seuls disponibles.

Dans son très bel *Appel au socialisme* (1911, première publication française aux éditions La Lenteur, 2019), l'anarchiste allemand Gustav Landauer développe l'idée que l'État vit de la vie que nous lui abandonnons. C'est la perte d'autonomie (tant spirituelle que matérielle) des innombrables « communautés informelles » qui constituent toute société, qui nourrit et engraisse l'État. Moins nous existons par nous-même, plus l'État – nous pourrions préciser aujourd'hui la société industrielle gérée par l'État – existe et prend de place dans chaque instant de notre vie, plus il est incontournable, plus il nous est nécessaire en toute chose, de la plus anodine à la plus vitale.

La situation de crise aiguë que nous vivons est un révélateur de notre situation ordinaire, avant la crise, et certainement après elle. La pandémie révèle l'ampleur de notre dépendance à l'État, à la médecine industrielle, aux moyens de communication de masse, à la grande distribution, aux marchandises produites dans des pays lointains, aux transports internationaux, etc. Et elle illustre cruellement la folie de cette dépendance. Nous avons les meilleures raisons – sensibles, morales, politiques, « écologiques », ou même esthétiques – de rejeter ces réalités aliénantes. Mais nous dépendons de chacune d'elles. Et bien évidemment cette dépendance ne date pas de la crise – mais la crise les aggrave, mortellement, et en somme, grotesquement.

C'est ce que les auteurs de *Catastrophisme, administration du désastre, et soumission durable* (Jaime Semprun et René Riesel, éditions de l'Encyclopédie des nuisances, 2008) appelle « l'incarcération dans le monde industriel ».

On pourrait imaginer – et souhaiter bien évidemment – une société libre, réellement démocratique, égalitaire, qui fasse face à une crise comme celle-là en

s'appuyant sur la responsabilité et le courage d'individus conscients.

Une telle société n'aurait pas besoin d'imposer des mesures coercitives de masse. Les urgences et les choix y seraient décidés collectivement. Les privations et les risques inévitables y seraient répartis de manière choisie et égalitaire (pas avec des cadres en télétravail depuis leur maison de campagne, et des pauvres assurant les besoins indispensables – ou pas – sans aucune protection, ou confinés en masse dans des clapiers déjà inhabitables en temps normal). Mais une telle société n'aurait pas rasé des forêts tropicales, elle n'aurait pas construit des mégapoles pathogènes, et ne s'approvisionnerait pas via des supermarchés et des porte-containers. Peut-être n'aurait-elle pas rencontré sur sa route une épidémie de cette ampleur.

Quoi qu'il en soit, on voit l'abîme qui nous sépare aujourd'hui d'une telle société. Maintenant nous en sommes là – il aurait fallu ne pas en arriver là – mais nous y sommes.

La crise se prête particulièrement mal aux imaginations utopiques. Elle nous éclaire plutôt sur ce qui nous menace, pour la suite : les crises écologiques qui restaient pour nous assez abstraites jusqu'ici viennent d'acquiescer une réalité plus tangible, avec leur cortège de privations matérielles et sensibles et de perte de liberté.

Il est possible que le COVID 19 apparaisse après coup comme un épisode relativement mineur, au regard des événements plus graves (pandémies ou autre) qui lui succéderont inévitablement à plus ou moins brève échéance. Mais il aura illustré assez clairement que ce n'est pas pendant une crise que l'on peut arriver à construire plus d'autonomie et plus de liberté ; quand la crise est là, il est le plus souvent trop tard. Ceux qui se sont penchés sérieusement « au-dessus du gouffre nucléaire » nous l'avaient déjà dit de longue date (voir les travaux de Roger et Bella Belbéoch, et notamment le livre de Roger seul : *Tchernobylues* – éditions L'Esprit frappeur, 2001 – au sous-titre éloquent : *De la servitude volontaire à la nécessité de la servitude*).

Même si, bien sûr, chaque crise a (aura) son déroulement propre, avec ses contraintes spécifiques, et aussi ses marges de manœuvre éventuelles.

À la fin des années 80, Le « démantèlement raisonné de la production marchande » avait été présenté par l'Encyclopédie des Nuisances comme le programme de base d'une révolution à venir.

Quelques décennies plus tard, il faut bien constater que la possibilité d'une révolution, ou celle de reconstituer des « communautés sociales » libres et autonomes, capables de faire face aux crises qui s'annoncent, est certes plus difficile que jamais, alors que le ciel s'assombrit à vue d'œil.

Mais cette pandémie, comme la progression des autres crises écologiques, confirme que la perspective d'un tel démantèlement raisonné est la seule qui soit crédible. La seule autre alternative vraisemblable étant un « démantèlement irraisonné », c'est à dire une déliquescence plus ou moins rapide de notre organisation sociale, et diverses formes d'effondrements, plus ou moins contenus par des États de plus en plus autoritaires.

Pour la suite des événements, nous ne devons pas oublier que si le déroulement de cette pandémie illustre la fragilité et la dépendance des populations à l'égard de l'État, elle illustre aussi la fragilité et la faiblesse des États eux-mêmes devant les monstres qu'ils ont contribué à créer : d'une manière ou d'une autre, ce qui nous attend, ce n'est pas la stabilité.

CÉDRIC